

ER



Monsieur,

Votre appel en faveur du "Devoir de Servir et de Militer" est, une fois de plus, de votre part, un grand exemple de sagesse, d'indépendance et d'énergie.

Je vous suis personnellement acquis.

Ayez l'obligeance de m'envoyer une dizaine de brochures; je les ferai lire utilement.

Je ne crois pas, pourtant, à l'efficacité de votre conclusion: la création d'un journal.

Vous avez raison dans tout le mal que vous pensez des principaux organes de la presse parisienne. Demain, comme hier, même sans le vouloir, ils desserviront l'intérêt général. Dès la paix, les contrats de fermage financier reprendront leur cours. D'où l'Agence de la Place de la Bourse tire-t-elle huit à dix millions par an, afin de tenir asservis les plus grands quotidiens? Nous ne le savons que trop! Les feuilles, ainsi enchaînées, continueront donc de faire le jeu des plus obscures manœuvres.

Ce péril est immense. Il reste entier. Le journal que vous projetez ne pourrait rien contre. Il aurait d'abord

tous les autres contre lui. Songez aux obstacles innombrables que l'on ferait naître sous vos pas. Enfin, quel capital supposez-vous réunir, - par miracle? Il faut trois millions, au bas mot, pour partir en guerre avec chance de vaincre, et plutôt six que trois.

Avec beaucoup moins d'argent on peut remuer la France et créer l'oeuvre de salut public que vous rêvez.

Il faudrait habilement fédérer le plus grand nombre possible de journaux provinciaux autour d'une idée saine et nécessaire, par exemple celle de l'éducation politique, économique et morale des électeurs français. Vous ne porterez des coups au suffrage universel, cause de tous nos maux, qu'en allant droit au monstre. On parle toujours de "Collèges électoraux". Il serait peut-être possible, avec ce mensonge, de faire une vérité. Mais oui, pourquoi votre "Ligue du Devoir social" ne s'assignerait-elle pas la tâche de grouper des électeurs, - eux seuls étant membres actifs de l'Association - et de les raisonner, les instruire, les diriger au-dessus des partis et des erreurs? Partout un journal local insérerait vos communiqués, conférences, etc., moyennant un certain nombre d'abonnements de propagande. Dès lors vous tiendriez la presse régionale et votre oeuvre vivrait, se développerait: elle aurait, dans chaque ville, son Président, son bureau, ses prosélytes. Du siège central vous animeriez, vous conduiriez tout cela.

Monsieur, il faut refaire de la vie provinciale pour refaire de la vie nationale, et ce n'est plus de Paris qu'il

convient de parler à la France; c'est de
la France qu'il convient de parler à
Paris.

Agréer mes sentiments de haute esti-
me pour votre belle oeuvre et votre beau
caractère.

Henri R. Noussanne

le 2 Juin 1916

Monsieur G. DEHERME
6, Boulevard de la Madeleine
Paris.

